

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 01/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GALLOO FRANCE SA (ex VRT)**

Rue de la Bleue du Nord  
59300 Valenciennes

Références : V2.2025.280  
Code AIOT : 0007004065

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/07/2025 dans l'établissement GALLOO FRANCE SA (ex VRT) implanté Rue de la Bleue du Nord 59300 Valenciennes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La loi AGECE du 10 février 2020 a mis en place de manière opérationnelle une filière à responsabilité élargie des producteurs (REP) pour les véhicules hors d'usage (VHU).

Les voitures particulières, les camionnettes, les véhicules à moteur à deux ou trois roues et quadricycles à moteur, relèvent désormais du principe de responsabilité élargie du producteur, afin d'en assurer la reprise sur tout le territoire.

Cela se traduit par une obligation, pour les opérateurs qui réceptionnent et traitent des VHU, d'être en contrat avec un éco-organisme ou un système individuel agréé pour la filière. Cette obligation de contrat s'applique à toutes les installations concernées par la rubrique 2712-1 ainsi qu'aux installations disposant uniquement d'un agrément en vigueur. Cette obligation de

contractualisation est en vigueur depuis le 1er janvier 2024.

L'objectif de la présente inspection est de s'assurer que le centre VHU GALLOO à Valenciennes a rempli cette obligation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GALLOO FRANCE SA (ex VRT)
- Rue de la Bleue du Nord 59300 Valenciennes
- Code AIOT : 0007004065
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GALLOO France SA exploite un chantier de récupération de métaux ferreux et non ferreux autorisé par arrêté préfectoral du 16/10/2000, et de démontage et dépollution de VHU sur la parcelle cadastrale n° 337 B pour une surface de 3 734 m<sup>2</sup>. Un arrêté préfectoral complémentaire du 27/07/2016 a permis une mise à jour du classement des activités du site en modifiant les dispositions des articles 1.1 et 1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 16/10/2000. Par ailleurs, l'agrément de centre VHU référencé PR 59 0006D a été délivré par arrêté préfectoral VHU 10 janvier 2020.

Au regard de la nomenclature des installations classées, le site est soumis :

- à autorisation au titre de la rubrique 2718-1 (installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux),
- à enregistrement au titre de la rubrique 2712-1 (entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage),
- à enregistrement au titre de la rubrique 2713-1 (installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux).

Le site est également réglementé par différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables à ces rubriques, en particulier :

- l'arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 VHU

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Vidange des fluides	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36	Demande d'action corrective	3 mois
5	Attestation de capacité – fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-78	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Sans objet
6	Attestation d'aptitude – fluides frigorigènes	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-106	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant dispose d'un contrat signé avec l'éco-organisme "Recycler mon véhicule" et respecte les dispositions réglementaires liées à son activité qui ont été contrôlées lors de la visite d'inspection. Cependant, l'inspection constate l'absence d'attestation de capacité en lien avec les fluides frigorigènes et l'absence d'attestation d'aptitude par le personnel du site. Concernant le premier point, la demande d'attestation de capacité a été réalisée par l'exploitant, il conviendra d'en informer l'inspection dès réception. Concernant le point sur l'attestation d'aptitude, en attendant la formation d'un travailleur en décembre 2025, c'est un travailleur détenant cette attestation mais venant d'un autre site qui effectue les vidanges en lien avec les fluides frigorigènes.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Obligation de contractualisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b>  I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le contrat avec l'éco-organisme "Recycler mon véhicule". Ce contrat a été signé par l'exploitant le 03/07/2025. Compte tenu de l'existence du contrat signé avec "Recycler mon véhicule", les dispositions de l'article L.541-10-26 sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Obligation de reprise sans frais**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'il reprenait les véhicules sans frais. Par ailleurs, pour la plupart des véhicules réceptionnés, l'exploitant reverse une compensation au détenteur du VHU, dont le montant dépend du cours de la ferraille et du poids du VHU. L'exploitant a indiqué ne pas réaliser de collecte / enlèvement de véhicule. Ce mode de fonctionnement est conforme aux dispositions du II de l'article R.543-155.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>(...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué mettre en place, systématiquement, des bordereaux de suivi de VHU lors de l'expédition des VHU dépollués vers le centre de traitement. Dans la majorité des cas, les VHU dépollués sont envoyés vers le centre GALLOO à Aniche qui dispose d'un broyeur.</p> <p>L'exploitant est inscrit dans Trackdéchets et l'inspection a pu consulter le bordereau relatif à l'expédition de plusieurs véhicules daté du 04/07/2025, le BS VHU est référencé VHU-2025-07-03-HM5Q1D4G1.</p> <p>Ce mode de fonctionnement est conforme aux dispositions du I de l'article R.541-45 reprises ci-avant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Vidange des fluides

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 36</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Emission de polluants</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tous les fluides susceptibles de se disperser dans l'atmosphère, notamment les fluides contenus dans les circuits de climatisation, sont vidangés de manière à ce qu'aucun polluant ne se disperse dans l'atmosphère. Ils sont entièrement recueillis et stockés dans une cuve étanche, dont le niveau de pression est contrôlable.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La station de dépollution est située au fond du bâtiment de récupération des métaux. L'inspection a pu constater la présence du dispositif permettant de vidanger les circuits de climatisation. Une cuve étanche était présente. Le niveau de pression n'était pas contrôlable, l'exploitant a indiqué que le niveau de remplissage était contrôlé en pesant la cuve.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de disposer d'une cuve étanche dont le niveau de pression est contrôlable.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Attestation de capacité – fluides frigorigènes**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-78
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.</p> <p>(...) Le respect des dispositions du présent article est démontré par la remise d'une copie de l'attestation de capacité mentionnée à l'article R. 543-99 ou du certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne.</p>
<b>Constats :</b>  <p>L'exploitant a indiqué ne plus disposer d'une attestation de capacité en vigueur. La dernière attestation de capacité délivrée par SGS était valable du 12/09/2019 au 11/09/2024.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir effectué une nouvelle demande à un nouvel organisme (DEKRA) et a présenté le courriel associé à l'inspection, daté du 25/07/2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de disposer d'une attestation de capacité. L'exploitant transmettra à l'inspection une copie de cette attestation dès réception et au plus tard, sous un mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Attestation d'aptitude – fluides frigorigènes**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R. 543-106
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits chimiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui</p>

procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R. 543-76 sont titulaires :

1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ;

2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés ;

#### **Constats :**

L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'aucun de ses opérateurs ne disposait d'une attestation d'aptitude pour les opérations en lien avec les fluides frigorigènes. Il est prévu la formation d'un opérateur, le 10/12/2025, le bon de commande a pu être consulté par l'inspection.

Dans l'attente de la formation d'un opérateur sur site, c'est un opérateur d'un autre site GALLOO (souvent en provenance du site d'Halluin), disposant de l'attestation d'aptitude, qui se déplace sur site pour effectuer les opérations en lien avec la vidange et la récupération des fluides frigorigènes. Il est souvent attendu, 3 à 4 véhicules pour faire déplacer l'opérateur extérieur. L'inspection a pu consulter l'attestation d'aptitude d'un travailleur, de catégorie 5, délivrée par SARL PROCLIM (FMT20 - Attestation d'aptitude FF - Cat 5 - Démolisseur) et datée du 29/06/2022.

L'exploitant précise que tous les VHU réceptionnés ne disposent pas toujours de système de climatisation et arrivent, parfois, avec le système de climatisation déjà vidangé.

Observation : Dans l'attente de la formation d'un opérateur interne, l'inspection demande à ce que l'exploitant assure la traçabilité des déplacements de l'opérateur, disposant de l'attestation d'aptitude, et des opérations de vidange réalisées sur le site de Valenciennes.

**Type de suites proposées :** Sans suite